

Turquie : Le CHP et l'AKP s'accordent pour essayer de trouver une solution à la question kurde

mardi 26 juin 2012, par [Jean Marcou](#)

Une délégation du CHP a rencontré une délégation de l'AKP au siège de ce dernier à Ankara, le 6 juin, pour débattre de la question kurde. Cette rencontre fait suite à une initiative récente du CHP. Le 29 mai, alors que la polémique déclenchée par les propos du ministre turc de l'Intérieur, Idris Naim Şahin, sur l'affaire d'Uludere atteignait son paroxysme, le principal parti d'opposition avait proposé un plan en 6 points pour trouver une solution à la question kurde ou tout au moins calmer la tension ambiante. Dans le sillage de cette démarche, le 1^{er} juin, Kemal Kılıçdaroğlu, le leader du parti kémaliste, avait demandé à rencontrer le premier ministre.

La réunion, qui s'est donc tenue hier [6 juin 2012], a rassemblé, outre Recep Tayyip Erdoğan et Kemal Kılıçdaroğlu, une série de seconds couteaux : Beşir Atalay (*vice-premier ministre*), Ömer Çelik (*vice-président de l'AKP*), Mahir Ünal (*vice-président du groupe parlementaire AKP*), Faruk Loğoğlu, Sezgin Tanrikulu (*tous deux vice-présidents du CHP*) et Akif Hamzacebi (*vice-président du groupe parlementaire CHP*). La rencontre, qui a été qualifiée de part et d'autre de très positive, n'a néanmoins duré qu'une heure, et a vu les deux délégations s'accorder sur une feuille de route en 10 points, qui reprend assez largement les propositions récentes du CHP, car elle prévoit notamment la mise sur pied de deux commissions. La première serait une instance paritaire composée de représentants des partis parlementaires (*AKP, CHP, MHP, BDP*), la seconde serait un groupe de sages, formé de personnalités ayant une compétence et une autorité sur la question.

La balle est désormais, à nouveau, dans le camp du CHP, qui devra convaincre les autres formations d'opposition d'entrer dans le processus. La tâche s'annonce difficile, car si les Kurdes du BDP ont accueilli favorablement l'initiative, les nationalistes du MHP en revanche l'ont rejetée, en rappelant que pour eux il n'y avait pas de question kurde en Turquie. Devlet Bahçeli, le leader de la formation nationaliste, avait d'ailleurs critiqué sévèrement, tant le plan en 6 points du CHP, que les velléités de son leader de vouloir rencontrer le premier ministre. Ce dernier a d'ailleurs fait état de ses doutes quant à l'hypothèse de voir le MHP accepter ce processus de résolution de la question kurde.

L'entreprise apparaît donc périlleuse, pour ne pas dire déjà compromise. Les propos tenus le 23 mai 2012, lors d'une émission sur NTV par le ministre de l'Intérieur, Idris Naim Şahin (*photo*), ont en effet provoqué des tensions qu'il sera difficile de surmonter en si peu de temps. Revenant sur la bavure de l'armée de l'air à Uludere (cf. notre édition du 31 décembre 2011), Şahin avait tenté de l'excuser, en estimant que les autorités militaires avaient pu avoir des soupçons légitimes à l'égard d'une colonne de villageois qui faisaient de la contrebande, une activité qu'il avait décrite comme « illégale » et de surcroît plus ou moins instrumentalisée par le PKK, en laissant entendre que les victimes étaient ni plus ni moins que « des figurants » de l'organisation rebelle. Les réactions provoquées par cette déclaration avaient amené les ténors de l'AKP à s'en démarquer, sans pour autant parvenir à effacer l'impression première que le ministre avait (*comme a pu le dire Can Dündar dans Milliyet*) « manqué de respect à des morts » et que sa réaction n'aurait pas été la même si les victimes avaient été des Turcs (*cf. Ahmet Altan dans Taraf*). Si l'on ajoute à cela, que peu après, ouvrant une nouvelle polémique sur la limitation de l'interruption volontaire de grossesse, le premier ministre, après l'avoir assimilée à « un meurtre », était allé jusqu'à la comparer à

Uludere (cf. notre édition du juin 2012 : « [Les débats et les manifestations provoqués par le projet visant à restreindre le droit à l'avortement prennent de l'ampleur en Turquie](#) »), on comprend que la blessure est profonde et que le moment n'est pas le mieux choisi pour donner toutes ses chances à l'initiative du CHP. Recep Tayyip Erdoğan a en outre réagi froidement à la proposition de Kemal Kılıçdaroğlu d'aller à Uludere pour faire un geste de bonne volonté, et s'est borné à rappeler que son épouse s'était rendue sur les lieux du drame pour présenter ses condoléances aux victimes.

En dépit des déclarations consensuelles qui ont suivi la rencontre du 6 juin, on peut donc penser que l'événement n'est pas exempt de sous-entendus tactiques. Alors même que la formation majoritaire s'est retrouvée dans une situation inconfortable du fait des déclarations malencontreuses de son ministre de l'Intérieur, il était de bonne guerre que le parti kémaliste s'engouffre dans la brèche, en se présentant à l'inverse comme un modérateur capable d'initier des solutions pragmatiques. L'AKP, pour sa part, pouvait difficilement refuser de rencontrer le CHP dans ses conditions, mais en acceptant une initiative d'emblée compromise, il reprend la main en s'offrant l'opportunité de montrer que l'opposition ne réussit pas mieux que lui sur la question kurde. La formation majoritaire n'a pas oublié que le CHP de Deniz Baykal n'avait pas vraiment soutenu son « ouverture kurde » en 2009 « (cf. notre édition du 14 novembre 2009 : [La question kurde débattue devant le Parlement turc.](#)) », et que la Cour constitutionnelle et l'establishment kémaliste l'avaient même torpillée à l'époque en dissolvant le parti kurde DTP (cf. notre édition du 13 décembre 2009 : « [La Cour constitutionnelle turque a dissous le DTP.](#) »).

Depuis cette tentative malheureuse les tensions ont repris de plus belle. Et même si les activités de la guérilla se sont atténuées depuis la fin de l'an passé, l'interminable enquête des réseaux kurdes KCK et les vagues d'arrestations auxquelles elle donne lieu se chargent d'entretenir la braise. Dans le cadre de cette procédure d'ailleurs le maire de Van, Bekir Kaya (*photo*), ainsi que 3 de ses collègues qui sont à la tête de municipalités voisines, ont été arrêtés le 7 juin. Une nouvelle qui ne risque pas de donner toutes ses chances à la feuille de route du CHP et de l'AKP...

Sources

- Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le jeudi 7 juin 2012 sous le titre : [Le CHP et l'AKP s'accordent sur une feuille de route pour essayer de trouver une solution à la question kurde.](#)